Vincent Lemieux

Professeur émérite, département de science politique, Université Laval

(1962)

“Le père et la politique”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Vincent Lemieux, "**Le père et la politique**". Un article publié dans la revue **Interprétation**, vol. 3, no 1-2, janvier-juin 1969, p. 282-289. Numéro intitulé : "Le père".

M. Vincent Lemieux a été professeur de science politique de 1960 à 1992 au département de science politique de l'Université Laval. Il est maintenant à la retraite de l'enseignement.

[Autorisation formelle accordée au téléphone le 13 août 2004 par M. Vincent Lemieux et confirmée par écrit le 16 août 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres. Un grand merci à Mme Suzie Robichaud, vice-doyenne à la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi pour ses démarches fructueuses auprès de M. Lemieux : Suzie_Robichaud@uqac.ca]

Courriel : vlemieux@sympatico.ca

liste des publications de M. Vincent Lemieux :

<http://www.pol.ulaval.ca/personnel/professeurs/vincent-lemieux.htm>

<http://www.pol.ulaval.ca/documents/publications/pubLemieux.pdf>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 mai 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Vincent Lemieux
Politologue, Université Laval

“Le père et la politique”.

Un article publié dans la revue **Interprétation**, vol. 3, no 1-2, janvier-juin 1969, p. 282-289. Numéro intitulé : “Le père”.

Vincent Lemieux,

“Le père et la politique”.

Un article publié dans la revue **Interprétation**, vol. 3, no 1-2, janvier-juin 1969, p. 282-289. Numéro intitulé : “Le père”.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler la société traditionnelle, le père n'était pas, en politique, un homme impuissant ou malheureux. En particulier, s'il est un domaine d'activités où l'on ne peut pas parler de matriarcat, ou de domination de la mère, c'est bien celui-là. L'évolution récente de notre société a toutefois, dans bien des familles, renversé la domination du père, non pas au profit de la mère, mais au profit des fils. C'est alors que le père a commencé de se sentir impuissant ou malheureux, non sans éprouver toutefois le sentiment d'une certaine libération. Voilà quelques-uns des thèmes qui seront évoqués au cours de cette brève communication, où nous utiliserons surtout des données recueillies, il y a quelques années, dans l'Île d'Orléans.¹

Comme tout autre agent, le père en politique se trouve pris dans un réseau complexe de relations de pouvoir où parfois il domine, et où parfois il est dominé. Dans la perspective de la science politique d'aujourd'hui, ces phénomènes de domination s'expliquent par les ressources plus ou moins grandes dont disposent les agents sociaux, et

¹ La plupart de ces données ont été exploitées dans un livre en préparation, qui sera intitulé *Politique et parenté* dans l'Île d'Orléans. Dans la cueillette et l'analyse de ces données, l'auteur a pu compter sur la collaboration de trois assistants successifs, Michel Chaloult, Yves Leclerc et Pierre Beaucage.

par la plus ou moins grande habileté selon laquelle ils utilisent ces ressources dans leurs relations avec les autres agents sociaux.²

Encore actuellement dans bien des familles de l'Île d'Orléans, la domination du père sur la mère et sur les enfants est quasi totale, quand il s'agit de politique locale, provinciale ou fédérale. Comme on nous l'a dit souvent, dans ces familles « on se regarde avant de voter ». Plus exactement, on regarde vers le père, quand ce n'est pas le père qui regarde vers la mère et les enfants pour leur indiquer comment agir.

En politique locale la domination du père est assurée encore aujourd'hui par la possession d'une ressource juridique dont la mère et les enfants, même majeurs, sont généralement dépourvus, soit le droit de vote. Qu'il s'agisse des élections au conseil municipal, à la commission scolaire ou à la fabrique, seuls les propriétaires ont droit de vote. Et comme ces niveaux inférieurs de la politique n'éveillent un certain intérêt qu'en temps d'élection, les agents qui ne possèdent pas cette ressource juridique se trouvent à toute fin pratique hors jeu dans les arènes où se déroule le combat politique.

En politique provinciale et en politique fédérale, le père partage depuis longtemps avec ses fils majeurs cette ressource juridique, alors que la mère et les filles l'ont acquise en 1917 sur le plan fédéral et en 1944 sur le plan provincial. Ces deux niveaux supérieurs de la politique donnent d'ailleurs lieu à des activités plus nombreuses, même si l'élection en constitue toujours le temps fort.

Par rapport à la mère, la position du père demeure dominante, même après 1917 et 1944. La femme, comme on le dit, ne doit pas annuler le vote de son mari. On pourrait s'arrêter longtemps sur la signification d'une telle expression. Ne pas annuler le vote de son

² À ce sujet, on pourra lire en particulier le petit livre de Robert A. Dahl, *Modern political analysis*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1963.

mari, cela veut dire ne pas le priver de puissance dans une activité qui continue d'être perçue comme spécifiquement masculine. Comment ne pas voir qu'il s'agit là d'une espèce de castration symbolique à laquelle la femme se refuse.

Pratiquement la mère, même après qu'elle ait obtenu le droit de vote, se trouve plus ou moins privée des ressources qui assurent la domination du père. Il en va de même des fils et de filles dont le père décide s'ils iront voter ou non, et si oui pour quel parti. C'est ainsi qu'un de nos informateurs du parti conservateur évoquant l'élection de 1917, désastreuse pour son parti disait : « Chez nous, cette année-là, le père avait dit : les petits garçons vous ne sortirez pas pour aller voter ».

La domination du père sur la mère et sur les enfants se trouvait assurée du fait que la plupart des ressources dont disposaient ceux-ci étaient obtenues grâce au père, et qu'elles étaient plus petites que celles qu'il possédait lui-même. Qu'il 'agisse en effet du statut social, de la richesse ou de l'information, la mère ainsi que les fils et les filles qui demeuraient à la maison n'en possédaient pas beaucoup plus que ce qui leur était accordé par le père ou grâce au père. Dans l'Île d'Orléans, par exemple, le fils qui restait sur la terre, même s'il était marié, vivait dans l'ombre de son père. C'est de lui qu'il tenait son revenu et son statut social et parce qu'il n'était pas plus instruit que son père il ne pouvait pas se faire de la politique des représentations très personnelles.

Bien sûr quelques fils et filles, parce que leur scolarisation ou leur occupation étaient plus élevées que celles du père, auraient pu se permettre une certaine autonomie envers lui, et même renverser à leur profit la domination exercée par le père sur les choix politiques des membres de la famille. Mais les nombreux témoignages que nous avons recueillis indiquent que ces renversements ne se sont à peu près jamais produits avant les années soixante. On peut l'expliquer par la futilité même des choix politiques qu'offraient les partis traditionnels.

À quoi bon changer de parti et s'exposer à être traité de « veau » lorsque les ressources cruciales pour le jeu politique, c'est-à-dire les droits, la richesse, le statut social et l'information, ne se trouvaient Pas distribuées ou redistribuées de façon bien différente par les deux partis.

L'allégeance partisane présente alors beaucoup de traits communs avec l'allégeance à des moitiés dans les sociétés dites primitives, comme Murdock l'a d'ailleurs déjà signalé à propos des partis américains.³ Sauf que le succès promis à un parti, ou que fait durer ce parti, peut fort bien entraîner les membres de l'autre « moitié » à « virer capot », c'est-à-dire à changer de parti. On n'est pas alors un « veau », mais quelqu'un qui, comme les grandes civilisations de l'Asie l'ont enseigné, a su sentir que le vent tournait et se ranger du côté du gagnant.

Le père et toute sa famille derrière lui pouvaient aussi quitter leur parti si celui-ci dans la personne du député ou d'un organisateur ne respectait pas le lien de réciprocité qui les unissait l'un à l'autre, ou encore si l'autre parti montrait sa supériorité par un don plus grand. Nous pourrions citer de nombreux cas tout aussi significatifs les uns que les autres de ces liens de réciprocité qu'entretenait le père avec son parti, et qui fondaient des échanges dont la logique était exactement celle que Malinowski, Mauss et Lévi-Strauss ont vu à l'oeuvre dans des sociétés très différentes des nôtres.⁴ Écoutons un de nos informateurs parmi tant d'autres :

³ George P. Murdock, « Political moieties » dans Leonard D. White (ed.), *The State of the social sciences*, Chicago, The University of Chicago Press, 1956, pp. 113-148.

⁴ À ce sujet, voir en particulier, le célèbre essai de Marcel Mauss, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », reproduit dans *Sociologie et anthropologie*, de cet auteur, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, pp. 143-279 ; ainsi que l'introduction à l'oeuvre de Marcel Mauss, que Claude Lévi-Strauss a donnée au début de cet ouvrage.

« Dans la famille nous étions des libéraux. Nous avons toujours voté pour Taschereau. Mais en 1935 ou 1936, je ne me souviens plus, nous nous sommes fait « pincer les doigts » par les libéraux qui exigeaient pour qu'on élargisse le chemin devant chez nous, que nous cédions du terrain. Je me suis mis alors à voter pour l'Union Nationale et j'ai convaincu toute ma famille de faire la même chose. »

Vue de loin, cette position du père qui domine les choix politiques de sa famille, mais qui semble lui-même prisonnier des liens de patronage où il est pris, peut présenter tous les caractères de l'asservissement, pour ne pas dire de l'aliénation. Pourtant, c'est se montrer fidèle aux longues et nombreuses entrevues que nous avons eues avec nos informateurs de l'Île, que d'affirmer de ces relations interpersonnelles qu'elles étaient le plus souvent vécues sans aucun sentiment de contrainte, sauf dans les familles les plus démunies - celles qui justement n'avaient « pas de parti », épithète infamante entre toutes !

On peut estimer avec raison que quoiqu'ils en aient senti et pensé le père et, plus généralement, les hommes et les femmes d'ici jouaient toujours perdants dans ces réseaux de liens personnels qui les reliaient à des partis et à un gouvernement parfaitement adaptés, sans plus, à l'état de société que ces jeux contribuaient d'ailleurs à prolonger. Mais on se condamne à ne rien comprendre de ce qui nous sépare aujourd'hui de ces hommes et de ces femmes, si l'on n'a pas d'abord compris -qu'ils étaient ni malheureux ni tout à fait impuissants dans les jeux du patronage et de la politique d'avant 1960. ⁵

Pour revenir au père, ajoutons que son rôle se trouvait valorisé en ce qu'il fournissait de façon latente ou patente, un modèle à tous les liens de patronage, que ce soit avec l'organisateur, le député - ou même, dans le domaine religieux cette fois, avec Dieu, Saint-Joseph ou les autres Saints. Autrement dit, c'est sur le modèle de la relation

⁵ Voir notre communication « Patronage ou bureaucratie », présentée au 31ème congrès de l'ACFAS, à Québec, le 1er novembre 1963.

avec le père, vécue dans la famille, que s'élaboraient en quelque sorte les liens avec les « pères » supérieurs ou patrons, du domaine de la politique ou de la religion. Il y a là un immense sujet que quelques ethnologues ont commencé d'éclairer, en particulier dans des sociétés méditerranéennes qui, comme on le sait, présentent certaines analogies avec la nôtre.⁶ Notons tout simplement qu'on entend dire fréquemment dans l'Île d'Orléans et ailleurs, que le député ou l'organisateur de la place, quand il se montre généreux, est « un père » ou un « bon papa » pour ses électeurs ...

Terminons plutôt cette brève communication en signalant rapidement ce qui est maintenant changé dans la fonction du père envers ces agents extra-familiaux que sont l'organisateur politique, le candidat ou le député, ou encore le chef politique.

D'abord, avec le déclin du patronage, le rôle exemplaire du père, dont nous venons de parler, n'est plus qu'un modèle parmi d'autres des relations politiques. Plus précisément, l'importance accrue de la distribution par le gouvernement de biens collectifs ou individuels, qui échappent au lien de patronage, vient consacrer la double impuissance du père à inspirer le mode de distribution politique, et à représenter dans la famille le lien de passage conventionnel des partis vers le groupe familial.

Au même moment, le contrôle qu'avait le père des ressources politiques pouvant être acquises par la mère et par les enfants, s'affaiblit. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux à tirer leur revenu d'occupations sur lesquelles le père n'a plus aucun contrôle. À l'Île d'Orléans, par exemple, avec la construction du pont, et surtout l'amélioration des moyens de transport, les fils et filles de cultivateurs ou d'artisans vont travailler à Québec ou dans la banlieue, et sont au moment des élections plus influencés par leur milieu de travail que

⁶ On pourra lire en particulier l'intéressant article de Michael Kenny, « Patterns of patronage in Spain », *Anthropological Quarterly*, janvier 1960, pp. 14-23.

par leur père. Et surtout dans l'Île comme dans toute notre société, les fils et les filles sont maintenant plus instruits que leurs père et mère. Plus instruits et donc mieux informés. Si bien que du témoignage même de certains organisateurs politiques, il s'agit désormais, dans bien des cas, de convaincre les jeunes, si l'on veut que le groupe familial appuie tel ou tel parti. Écoutons un organisateur créditiste, en notant d'ailleurs que plus que d'autres les créditistes sont responsables par leur action de ce retournement. Parlant de l'élection fédérale de 1962, qui a mis le Crédit Social sur la carte politique du Québec, il nous disait :

« Ici, à Saint-Jean, nous avons commencé par gagner les jeunes, puis ceux d'âge moyen. Quand nous entrions dans une maison, nous demandions d'abord de voir les jeunes. Nous étions convaincus que si nous gagnions les jeunes, ils gagneraient ensuite leurs parents. »

Ce renversement de situation a souvent été commenté défavorablement devant nous, mais il est remarquable de constater que les critiques venaient à peu près toujours de pères qui n'avaient plus d'enfants à la maison, ou encore de célibataires, tel ce vieux partisan qui disait à un de ses voisins : « Tu vois, ce que ça t'a donné de faire instruire ton fils. Maintenant il vote pour le N.P.D. »

Devant le renversement de situation dont ils sont victimes, les pères que nous avons rencontrés ont semblé avoir une attitude plus ambivalente. Heureux que cette jeunesse soit plus instruite qu'eux-mêmes, en politique comme en d'autres domaines, ils acceptent le plus souvent d'être bousculés par elle, mais non sans regretter que leur rôle de père ne trouve plus guère à s'exercer. Dans cette perspective leur inquiétude rejoint celle de ce vieux couple sans descendance, dont l'homme nous disait au cours d'une entrevue : « Nous n'avons pas d'enfant. Comme on dit, après nous, c'est la fin du monde ».

Fin du texte